

**Arrêté n° 9030 – 2022 du 17 mai 2022
portant approbation de la révision d'une carte communale sur le territoire de VARENNES-EN-
ARGONNE**

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des palmes académiques**

- VU le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 160-1 à L. 163-10 et R. 161-1 à R. 163-9 ;
- VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Madame Pascale TRIMBACH, Préfète de la Meuse ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-2519 du 13 octobre 2021 portant délégation de signature à Monsieur Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de Varennes-en-Argonne du 08 août 2020 prescrivant la révision de la carte communale de VARENNES-EN-ARGONNE ;
- VU l'avis favorable émis le 26 février 2021 par la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) ;
- VU l'accord du préfet du 22 avril 2021 de déroger au principe de l'urbanisation limitée dans les communes non couvertes par un schéma de cohérence territoriale ;
- VU l'enquête publique qui s'est tenue du 20 septembre 2021 au 22 octobre 2021 ;
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 22 novembre 2021 ;
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de Varennes-en-Argonne du 16 février 2022 approuvant la révision de la carte communale telle qu'elle est annexée au présent arrêté ;

Considérant que le document établi respecte les principes énoncés aux articles L. 101-1 et L. 101-2 du Code de l'urbanisme ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La carte communale de la commune de VARENNES-EN-ARGONNE est approuvée telle qu'elle est annexée au présent arrêté.

Article 2 : En application de l'article L. 161-1 du code de l'urbanisme, le dossier de carte communale comprend :

- un rapport de présentation,
- un document graphique au 1/2000^e et un document graphique au 1/6 000^e,
- un plan des servitudes d'utilité publique,
- une liste des servitudes d'utilité publique.

Article 3 : La carte approuvée est tenue à la disposition du public à la mairie de VARENNES-EN-ARGONNE, au siège de la Communauté de Communes Argonne-Meuse ainsi qu'à la Direction départementale des territoires de la Meuse aux heures et jours habituels d'ouverture.

Article 4 : La délibération du conseil municipal du 16 février 2022 et le présent arrêté qui approuvent la carte communale de VARENNES-EN-ARGONNE seront affichés pendant un mois en mairie. La mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le présent arrêté sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse.

Article 5 : L'approbation de la carte communale produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues au premier alinéa de l'article 4 du présent arrêté, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Article 6 : Les permis de construire et autres actes assimilés seront délivrés par le Maire au nom de la commune, en application des dispositions de l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme.

Article 7 : Dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Madame la Préfète de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55 012 Bar-le-Duc ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau 75 800 Paris Cedex 08 ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY – 5, place de la Carrière CO 20 038 – 54 036 NANCY Cedex. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse, le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse, le Maire de la commune de VARENNES-EN-ARGONNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bar-le-Duc, le **17 MAI 2022**

Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général,



Christian ROBBE-GRILLET

